INTRODUCTION

Chedly Belkhodja est professeur de science politique à l'Université de Moncton. Ses travaux s'intéressent aux politiques et méthodes de régionalisation de l'immigration et sur le discours et les représentations de changements culturels dans les régions à faible immigration. Depuis 2003, il est impliqué dans le centre Métropolis atlantique en tant que chercheur et depuis 2006 en tant que directeur.

Ce numéro de la revue *Diversité canadienne* vous propose une série d'articles autour de la problématique des étudiants internationaux et des politiques d'immigration au Canada et dans d'autres pays.

Depuis une dizaine d'années, les politiques nationales ont évolué vers un rapprochement de plus en plus évident entre les étudiants internationaux, l'internationalisation de l'éducation et l'immigration. Pendant longtemps, le fait d'étudier à l'étranger signifiait plutôt un projet de nature académique et personnel sans véritable intention de rester dans le pays d'accueil, un peu à l'image d'une mobilité touristique permettant à des jeunes de construire leur identité et d'en faire profiter ensuite leur pays d'origine. Une sorte de distance existait dans les politiques entre le statut de l'étudiant et le processus d'immigration, obligeant ce dernier à rentrer dans son pays d'origine pour déposer une demande de visa. La situation a considérablement changé en raison d'un ajustement des politiques, du rôle des universités comme des agents de recrutement et du climat de compétition qui existe entre les pays dans le but d'attirer des immigrants hautement qualifiés. Les étudiants internationaux deviennent une denrée précieuse pour les économies des pays industrialisés avancés.

Dans les pays de tradition d'immigration comme le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Grande-Bretagne, les politiques visant à sélectionner des immigrants hautement qualifiés favorisent maintenant la catégorie des étudiants internationaux (Hawthorne, 2010, OIM, 2008). Or, même s'ils mettent en place des mesures de sélection d'immigrants plus sévères, ces pays sont également en compétition les uns avec les autres pour attirer des travailleurs qualifiés et des étudiants aux cycles supérieurs. Des politiques très sélectives sont donc accompagnées de politiques visant à faciliter le processus d'immigration pour ceux et celles détenant des qualifications en demande. C'est dans ce contexte que les étudiants internationaux deviennent des candidats idéaux à l'immigration économique. En effet, dans la mesure où les pays de l'OCDE cherchent des professionnels qualifiés, les étudiants internationaux détenant des diplômes de leurs universités représentent une solution presque idéale au manque de main-d'œuvre qui les afflige. C'est ainsi que plusieurs gouvernements ont mis en place des mesures visant à faciliter la transition des étudiants internationaux au marché du travail et les encourager à s'établir à long terme. Plusieurs recherches présentent les avantages de cibler les étudiants.

Premièrement, en tant qu'immigrants potentiels, les étudiants sont considérés comme une solution aux problèmes de dénatalité et au vieillissement de la population, notamment dans les régions non métropolitaines confrontées à un exode de la population active vers les grands centres (Suter et Jandl, 2008). Deuxièmement, les étudiants qui obtiennent un diplôme dans le pays d'accueil ont la capacité d'intégrer plus facilement le marché du travail. Au critère du diplôme national vient s'ajouter l'importance d'acquérir une expérience de travail durant les études, faisant ainsi des étudiants internationaux des individus mieux adaptés à la culture professionnelle et linguistique de leur milieu. Cet argument joue beaucoup dans un contexte où l'intégration économique des immigrants qualifiés se heurte à une certaine fermeture du monde économique à l'idée d'embaucher une main d'œuvre formée à l'étranger. Le fait de favoriser plus ouvertement la catégorie des étudiants a également un lien direct à la question complexe de la reconnaissance des diplômes et des acquis des immigrants qualifiés. Pour certains observateurs, pour les raisons évoquées plus haut, la catégorie des étudiants serait moins menacée par le déclassement professionnel des immigrants qualifiés, phénomène surtout observé au Canada et en Australie. Troisièmement, les étudiants sont présentés comme des acteurs pouvant augmenter la compétitivité économique et la créativité de leur communauté d'accueil. Ils peuvent devenir des agents de développement au service d'une économie qui cherche à s'inscrire dans un marché global plus compétitif, notamment vers des secteurs économiques de pointe comme les nouvelles technologies, les Centres d'appel, les services (Perrons, 2004). Certaines recherches démontrent en effet la nouvelle relation que l'université cherche à établir entre l'apport de nouvelles connaissances et le développement économique régional (Walton-Roberts, 2008). Quatrièmement, la présence de ces étudiants est souvent présentée comme un élément dynamique pouvant faire évoluer des petits milieux homogènes vers la compréhension interculturelle et l'internationalisation. D'une part, ce type d'argument est produit au niveau des institutions post-secondaires qui, par la présence des étudiants se dévoile comme le lieu de cette diversité nouvelle pouvant profiter à

une population étudiante locale peu sensibilisée à la différence. D'autre part, l'université devient en quelque sorte le laboratoire idéal et le tremplin permettant l'intégration et l'acculturation d'une population étrangère à la communauté d'accueil, les universités sortant de leur territoire (le campus) pour véritablement s'inviter à l'espace économique et culturel de certaines villes. Enfin, à cette volonté d'offrir une formation internationale s'ajoute l'indéniable argument économique derrière l'attraction des étudiants internationaux, qui payent des frais de scolarité nettement supérieurs aux étudiants locaux dans plusieurs pays (Altbach et Knight 2007). La rentabilité de l'internationalisation pousse les universités à tenter leur chance sur ce marché lucratif qui permet d'accéder à une source de financement externe et d'augmenter la capacité des effectifs.

Les études réunies dans ce numéro ont le mérite d'aborder ce thème à partir d'approches empiriques et qualitatives. La première section de ce numéro présente la réalité canadienne. Le constat général qui se dégage, c'est que le recrutement et la rétention d'étudiants internationaux dépendent de plusieurs facteurs dépassant le seul rôle des gouvernements et des universités. Dans le contexte de l'immigration économique, il ne suffit pas de recruter une clientèle désirée mais de développer les mécanismes de collaboration entre les divers acteurs impliqués dans le dossier de l'immigration, notamment les provinces, les municipalités canadiennes, les structures d'établissement et les intervenants économiques.

Melissa Fama fait état d'un dossier devenu prioritaire pour le Canada qui souhaite faire d'avantage pour devenir une destination de premier choix des étudiants de l'étranger. Par ses politiques et ses initiatives spécifiques en matière de recrutement, le Canada dispose de plusieurs atouts mais doit faire face à une concurrence internationale plus forte de plusieurs pays dont l'Australie et la Grande-Bretagne. L'article de Naomi Alboim souligne bien à quel point la situation a évolué depuis une dizaine d'années au Canada par rapport au désir de faciliter l'intégration des étudiants internationaux dans le schéma des politiques d'immigration, notamment par la participation des provinces canadiennes. Alboim remarque cependant que dans ce contexte de la dévolution des pouvoirs au sein de la fédération et de l'implication de nouveaux joueurs, il faut être en mesure de mieux évaluer les effets de ces nouvelles politiques et initiatives. Sophia Lowe constate que depuis quelques années, le Canada innove en matière de stratégies de recrutement des étudiants internationaux mais éprouve de la difficulté à les retenir une fois les études terminées. En développant un modèle migratoire de transition temporaire à permanente, le Canada répond en partie au défi. Selon Lowe, il demeure cependant que le véritable enjeu est celui de la transition des études vers l'emploi, processus qui nécessite une collaboration constante entre les principaux intervenants en immigration.

Plusieurs articles s'intéressent à mieux cerner la problématique de l'intégration des étudiants internationaux dans le cadre des études universitaires et de l'ouverture de la communauté d'accueil. Abu Kamara et Lies L. Gambold présentent les résultats d'une enquête auprès d'étudiants de l'Université Dalhousie à Halifax. Les étudiants interrogés indiquent vivre des difficultés d'adaptation académique et un manque d'appui des services étudiants de l'institution. Ils soulignent également des enjeux de discriminations par la communauté d'accueil. Sinziana Chira souligne l'importance que prend le dossier des étudiants internationaux dans les provinces de l'Atlantique en terme de croissance du nombre d'étudiants dans les établissements et des retombés économiques régionales. Une observation intéressante est la signification différente de l'internationalisation du point de vue des universités et des acteurs de l'immigration. Son étude porte sur les deux principaux campus de la ville d'Halifax. William Dunn et Claude Olivier prennent en compte la relation entre les étudiants internationaux et les étudiants nationaux en évaluant le degré d'ouverture culturelle et d'inclusion au sein des universités canadiennes. Leur recherche précise bien l'importance des réseaux informels dans le rapprochement interculturel et le principe de la responsabilité partagée des acteurs. Mathieu Wade et Chedly Belkhodja observent le même type de situation à partir du contexte de la régionalisation de l'immigration dans un milieu francophone. Il n'est pas facile de concurrencer les grandes universités des métropoles mais le petit milieu développe ses atouts autour de certains « avantages » : un environnement de sécurité pour les parents de jeunes qui quittent leur famille et leur pays, un éloignement des grandes villes et de la tentation plus élevée des divertissements, une qualité de vie moins dispendieuse, une plus grande facilité à développer des relations sociales. Leur recherche souligne que l'université ne se limite plus au recrutement et à l'intégration des étudiants dans le milieu universitaire, mais s'étend désormais à la problématique de la rétention des gradués dans des milieux en manque de main d'œuvre qualifiée. Enfin Sonja Knutson présente le cas d'une bonne pratique de collaboration entre l'Universié Memorial et la province de Terre-Neuve et Labrador, notamment par rapport à un intérêt à développer des objectifs communs en ce qui concerne la capacité de rétention des étudiants internationaux dans cette province.

Au Canada, l'intégration économique des immigrants demeure un enjeu préoccupant, notamment avec le dossier de la non-reconnaissance des diplômes étrangers. Pour

certains, la solution au problème consiste à prioriser la catégorie des étudiants internationaux. Maude Boulet et Brahim Boudarbat notent cependant que les étudiants diplômés au Canada vivent également des difficultés liées à l'obtention d'un emploi dans leur domaine d'études, qu'ils sont sous-payés et vivent de l'insatisfaction face à leur travail une fois les études terminées. Leur enquête auprès d'immigrants ayant obtenu un diplôme dans un établissement canadien public indique que la variable de l'âge est déterminante au succès des immigrants sur le marché du travail et que la qualité de l'emploi des immigrants ne dépend pas seulement du fait d'avoir obtenu un diplôme postsecondaire canadien.

La deuxième section de ce numéro illustre la problématique des étudiants internationaux à partir de recherches et d'études de cas menées en Australie, à Singapour et en Europe de l'Ouest. En termes des effectifs étudiants et des politiques favorisant la rétention des diplômés étrangers, l'Australie constitue une référence internationale. Lesleyanne Hawthorne rappelle l'évolution de ce dossier depuis les années du gouvernement conservateur de John Howard. D'une part, elle remarque que les étudiants internationaux ont profité d'un système migratoire avantageux leur permettant de poursuivre des études et de s'intégrer au niveau économique. D'autre part, elle souligne les ajustements du système de sélection des étudiants vers un mécanisme plus rigoureux, transparent et sélectif, le modèle du « two-step migration » qui privilégie une clientèle pouvant effectuer une transition rapide vers le statut de la résidence. Même si l'Australie a connu un certain ralentissement, il demeure que les étudiants internationaux diplômés profitent des initiatives visant à les retenir sur ce territoire. L'article de Golebiowska cerne la migration des étudiants à partir de la dynamique des universités régionales et des initiatives en politiques de régionalisation de l'immigration. Selina Lim présente le contexte d'un pays voisin émergent : le Singapour. Plaque tournante de l'économie de l'Asie du sud-est, le Singapour se positionne en tant que nouvelle destination pour les étudiants des pays avoisinants et souhaite les intégrer au marché économique. Depuis 2002, la mise en place d'une stratégie globale par l'État, a permis de cibler les étudiants étrangers et d'internationaliser l'offre universitaire.

Depuis quelques années, même si le débat public reste préoccupé par des questions identitaires et sécuritaires, la situation en Europe évolue rapidement vers la prise en considération de l'immigration économique. Hans de Wit présente un survol éclairant de cette nouvelle dynamique continentale de la mobilité des étudiantes et du climat de compétition en ce qui concerne l'attraction des étudiants internationaux. Selon l'auteur, un écart persiste entre les politiques d'immigration des pays européens et des pays comme le Canada et l'Australie, mais le continent européen s'ajuste à la réalité de l'immigration économique. C'est dans ce cadre que les Pays-Bas souhaitent devenir une destination privilégiée pour les étudiants de l'étranger. Neil Kemp poursuit avec le cas de la Grande-Bretagne. Par sa tradition de l'internationalisation de l'enseignement supérieur, par le nombre des étudiants et la diversité des pays et des programmes offerts, ce pays s'est démarqué depuis longtemps dans le domaine de la mobilité étudiante. Plus récemment, le gouvernement travailliste a développé des politiques visant à rapprocher l'étudiant du migrant qualifié. Neil Kemp note cependant avec inquiétude les politiques plus restrictives du gouvernement Cameron visant à réduire le nombre des étudiants. Dans cette logique, Kemp évoque que la mobilité va tout simplement se déplacer ailleurs. C'est un peu la réalité de l'Allemagne où Neils Klabunde et Basak Bilecen-Süoglu présentent des initiatives récentes qui visent à faire de ce pays le leader en Europe en termes d'effectifs étudiants et de politiques plus orientés vers les questions de rétention et d'accès à l'emploi.

Trois contributions mettent en valeur le cas de la Suisse. Claudio Bolzman présente les grandes orientations de la politique suisse à l'égard des étudiants internationaux, précisant surtout la situation paradoxale lorsque vient le temps d'encourager certains pays limitrophes comme l'Allemagne et l'Autriche et beaucoup moins les étudiants des pays du sud. L'auteur souligne cependant des nouvelles initiatives visant à rendre la Suisse plus accueillante pour les étudiants gradués. Allessandra Gerber et Aline Gohard Radenkovic proposent un autre regard qui permet de saisir quelques trajectoires d'intégration d'étudiants internationaux dans une ville de taille moyenne comme Fribourg. À partir d'une démarche qualitative, les auteurs soulignent deux aspects, soit la manière pour des jeunes migrants de se refaire un espace de vie par toutes sortes de procédés et la capacité de devenir eux-mêmes des relais entre les nouveaux étudiants et la société d'accueil. La recherche d'Ibrahima Guissé illustre bien le paradoxe suisse. En suivant les parcours d'étudiants africains, Guissé constate que devant la rigidité du modèle suisse en ce qui concerne l'accès à la citoyenneté et au marché de l'emploi, des jeunes diplômés choisissent de poursuivre leur projet professionnel au Canada, terre considérée comme plus accueillante.

Enfin, le cas du Portugal permet de saisir une autre dynamique migratoire des étudiants étrangers en Europe. Maria Lucinda-Fonseca et Maria Joao Hortas soulignent que ce pays d'émigration est devenu depuis les années quatre-vingt-dix une société d'immigration accueillant des migrants des anciennes colonies et une nouvelle immigration

venue des pays de l'Europe de l'Est. Les universités portugaises reçoivent principalement des étudiants du Brésil, de l'Angola et du Cap Vert.

À un autre niveau plus européen, Christof Van Mol analyse les conséquences de la mobilité des étudiants européens dans le cadre du programme ERASMUS. Son travail cherche à savoir si cette première mobilité encourage par la suite un projet migratoire au sein de l'Europe.

Enfin, les contributions de Stéphanie Garneau et Sylvie Mazzella abordent les enjeux de l'internationalisation des mobilités étudiantes et la libéralisation de l'enseignement supérieur en Europe, au Canada et au Maghreb. Selon Stéphanie Garneau, l'émergence des discours de l'internationalisation et de la mobilité des étudiants s'inscrit dans le nouveau climat de compétition entre les pays d'accueil. Sa recherche analyse les mobilités variées et inégales entre des espaces privilégiés comme celui des étudiants français au Québec et des espaces de mobilité réduite pour les étudiants du Maghreb. La contribution de Sylvie Mazzella s'intéresse surtout au cas de la Tunisie. (Dans ce pays, un blocage existe parce que l'enseignement supérieur public a perdu du terrain face à l'offre nouvelle proposée par l'enseignement privé et à cause d'un cursus plus concurrentiel avec la réalité mondiale.) De nombreux diplômés des universités publiques éprouvent des difficultés à accéder au marché de l'emploi. C'est d'ailleurs ce qui explique la révolte de la jeunesse tunisienne du 17 décembre ayant mené à la chute du régime de Zine Abidine Ben Ali. Dans cette logique de globalisation libérale, la Tunisie devient une plaque tournante sur le continent africain, proposant des formations spécialisées à des jeunes ayant les moyens de payer et réussissant même à attirer des étudiants internationaux des pays du sud.

REFERENCES

Altbach, P., & Knight, J., (2007). "The Internationalization of Higher Education: Motivations and Realities". *Journal of Studies in International Education*, 11(3-4), 290-305.

Hawthorne, L. (2010). "Demography, Migration and Demand for International Students", *Globalisation and Tertiary Education in the Asia-Pacific*. C. Findlay and W. G. Tierney (eds), Singapore: World Scientific Publishing, 93-119.

International Organization for Migration (2008). *World Migration Report 2008: Managing Labour Mobility in the Evolving Global Economy*, Geneva, Switzerland.

Perrons, D. (2004). *Globalization and Social Change. People and Places in a Devided World*, Londres, Routledge.

Suter, B., & Jandl, M. (2008). "Train and Retain : National and Regional Policies to Promote the Settlement of Foreign Graduates in Knowledge Economies". *Journal of International Migrations and Immigration*, 9(4), 401-418

Walton-Roberts, M, (2008). Immigration, the University and the Tolerant Second Tier City. *CERIS Working Papers*. 69.